N°1413

du 12 FÉVRIER 2021

Pour la Patrie

L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

EDUCATION P.4

Effet de parent alphabétisé sur la réussite scolaire des enfants

Selon le rapport PASEC, le Togo en milieu de tableau, sur 3 indices (rapport PASEC)

FINANCES P.7

En faveur de la levée progressive des restrictions dues à la crise sanitaire

Hausse de 8,7% des dépôts de microfinances à fin septembre au Togo

ELEVAGE P.4

Zones d'Aménagement de Production Bovine (ZAPB)

10 sites retenus pour la phase pilote

SANTE P.7

L'automédication, une habitude à proscrire chez les enfants

P.3 Lutte multidimensionnelle contre la menace terroriste au Togo

LE GRAND REGRET DE FAURE GNASSINGBÉ

"Nous travaillons avec nos pays voisins. Mais il faut reconnaître que cette coopération n'est pas aussi efficace comme on l'aurait souhaité", dixit Faure Gnassingbé

Faure Gnassingbé, Président de la République, Chef des armées

P.3 Sur financement du projet WACA ResIP

La forêt classée d'Asseve

visée par un plan de gestion

P.3 Couverture sociale

La CNSS veut accélérer l'extension à l'informel

car, ce sont 97,7% des travailleurs qui en sont exclus

Prix: Togo, Bénin, Burkina: **250CFA** Zone CFA: **300 F** Europe et autres pays: **1 euro --- Abonnement:** Contacter **22 61 35 29 / 90 05 94 28**

Rencontre littéraire

Western tchoukoutou du Béninois Florent Couao-Zotti demain soir à l'IFT

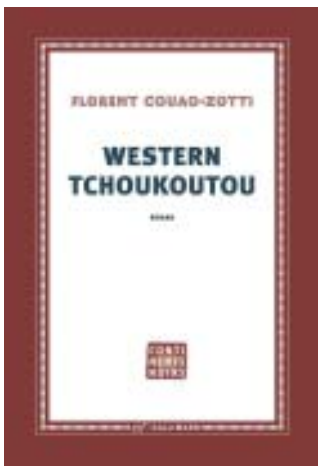
L'un des rares écrivains africains travaillant sur le continent et édités en France, Florent Couao-Zotti est un écrivain protéiforme, exerçant à la fois dans le domaine du cinéma, du théâtre, de la fiction romanesque, des nouvelles, et des scénarii de bande dessinée. Il a plus de 15 publications à son actif.

Le 13 février prochain, il rencontre le public en ce qui concerne son roman, Western tchoukoutou. Ce sera à 15 heures à l'Institut Français du Togo, plus précisément dans le restaurant Antovi.

À Natingou City, trois personnages singuliers, répliques parfaites des caractères du Far West, tiennent sous leur joug la population par leurs actes excentriques. Un vacher bagarreur, un inspecteur de police teigneux et un homme d'affaires, desperado amorphe et vif à la fois. Apparaît soudain une jeune femme vengeresse donnée pour morte dans des circonstances fort troubles… Après le western américain, le western-spaghetti, voici donc la spécialité béninoise : le western qui joue d'une arme de destruction passive alcoolisée : le western tchoukoutou.

En 2018, aux éditions Gallimard, paraît Western Tchoukoutou, roman jubilatoire sur le thème de la vengeance post-mortem. Ici, le Far West s'installe au Bénin, dans la ville montagneuse de Natingou City, où l'on suit les aventures d'un trio de crapules -un shéri-un shérif corrompu, un gérant de saloon sans morale et un vacher (cowboy !) teigneux et bagarreur…-, que le retour d'une mystérieuse Kalamity Djane va bouleverser à bien des égards… Revenue de parmi les morts sur sa grosse bécane, Kalamity Djane a soif de vengeance et remuera ciel et terre pour zigouiller les trois malfrats !

Mais qui est cette Kalamity qui se prétend fantôme vengeresse ?



En dix-huit épisodes loufoques et rock and roll, Florent Couao-Zotti s'empare du mythe américain pour en faire une aventure béninoise atypique, inventant ainsi un nouveau genre de western (qui doit son nom à la bière locale de Natingou city) : le Tchoukoutou !

Le béninois a réussi à construire une œuvre littéraire originale nourrie de l'imaginaire d'une Afrique urbaine désenchantée dont les marginaux demeurent les figures récurrentes. Depuis 2002, Florent Couao-Zotti se consacre entièrement à l'écriture qu'il décline dans différents genres littéraires (romans, nouvelles, pièces de théâtre) et dans les arts narratifs (bande dessinée, série télévisée et films vidéo).

Les œuvres de Florent Couao-Zotti sont traduites dans cinq langues (japonais, italien, catalan, allemand, anglais), et ont reçu plusieurs récompenses, dont le prix Tchicaya U Tams'i (1996), le prix de la Francophonie de littérature pour l'enfance (1996) le prix Ahmadou Kourouma (2010), le prix du Salon du livre d'Abbeville (2016), le prix Roland de Jouvenel de l'Académie française (2019).

Cinéma

Coronavirus : Report du Fespaco 2021

Le célèbre festival africain du 7e art, qui devait se tenir du 27 février au 6 mars, a été reporté en raison d'une hausse des cas de coronavirus.

Le Conseil des ministres du gouvernement burkinabé, en sa séance du 29 janvier dernier, a décidé, coronavirus oblige, de reporter la 27e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) à une date ultérieure.

Cette édition était prévue se tenir du

27 février au 6 mars 2021, la 27e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Au niveau des établissements hôteliers, c'est la déception. Le report du FESPACO a un impact l'hôtellerie, c'est un domaine qui est dynamique et qui fonctionne avec le monde culturel.

De ce fait, le délai de soumission pour les films est prolongé jusqu'au 31 mars. C'est aussi l'occasion d'envoyer une version améliorée ou la copie définitive du film déjà inscrit.

Depuis sa fondation en 1969, le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) - devenu biennal en 1979 - s'est imposé à la fois comme la principale manifestation internationale pour les professionnels du 7e art africain et de sa diaspora et comme une grande fête populaire. Chaque édition voit des films de tous formats entrer en compétition pour briguer la récompense suprême, l'Étalon d'or.

Nollywood

Iroko cherche à lever des fonds à la bourse de Londres

Selon The Africa Report (article en lien), Iroko voudrait lever entre 20 et 30 millions de dollars, ce qui valoriserait l'ensemble de l'entreprise entre 80 et 100 millions de dollars, explique Jason Njoku, son PDG.

Iroko possède le plus grand catalogue en ligne de films de Nollywood au monde.

La société cible maintenant davantage les marchés de la diaspora en Europe et en Amérique du Nord, plutôt que ses marchés d'Afrique de l'Ouest, à savoir le Nigeria, le Ghana et la Côte d'Ivoire, jusqu'à présent privilégiés.

Le PDG donne pour raisons la faiblesse des monnaies de la région et la réduction des niveaux de revenu disponible résultant de la Covid-19.

Quand Iroko a commencé en Afrique en 2015, un abonnement annuel de 3 000 nairas valait 18 dollars, dit-il. Depuis, ce montant est tombé à 7,5 dollars.. Iroko a réagi à la crise économique en décembre 2020 en multipliant par 3,5 les prix au Nigeria et au Ghana.

De même, les prix pour les clients de la diaspora sont passés de 25 à 60 dollars par an, sans incidence sur le nombre d'abonnés. La stratégie de l'entreprise est ainsi de cibler une clientèle internationale plus riche, même si elle sera moins nombreuse.

Elle pourrait ainsi plus facilement obtenir une cotation en bourse.

Justice / France

Les droits d'auteur du braqueur de Kim Kardashian saisis par la justice

Yunice Abbas, bandit membre du groupe ayant séquestré et dépouillé la star américaine Kim Kardashian en 2016, ne touchera pas les droits d'auteur sur les ventes de son livre J'ai séquestré Kim Kardashian, publié par les éditions L'Archipel. Les avocats du veilleur de nuit de l'hôtel où logeait Kardashian, lui aussi victime d'une agression, ont en effet obtenu la saisie conservatoire des droits d'auteur.

Me Henri de Beauregard et Me Mohand Ouidja, qui défendent le veilleur de nuit de l'hôtel de Pourtales, où résidait la star en octobre 2016, ont annoncé par un communiqué la saisie conservatoire des droits d'auteur du livre de Yunice Abbas.

Les deux hommes de loi indiquent avoir obtenu " *une ordonnance du tribunal judiciaire de Bobigny* " en ce sens. L'ouvrage, écrit par un des braqueurs, Yunice Abbas, et Thierry Niemen, a été publié en février dernier par la maison d'édition L'Archipel. Une polémique a suivi, pointant la publication du livre et l'intense campagne médiatique, avant le procès de l'homme et de ses complices.

" *Notre client juge cette campagne de communication indécente. Il soutient que les individus qui s'en sont pris à lui ce soir-là n'étaient pas de paisibles "papys braqueurs"*, mais des malfaiteurs déterminés et armés ", soulignent à ce titre les avocats du veilleur de nuit.

Le résumé de l'éditeur pour J'ai séquestré Kim Kardashian : " *Ce fut le cambriolage le plus people de la dernière décennie : le 3 octobre 2016, Kim Kardashian s'est vu dérober 9 millions d'euros de bijoux dans sa suite parisienne. Pour la première fois, Yunice Abbas, l'un des* " papys braqueurs " *à l'origine du coup, raconte* " de l'intérieur " *le déroulement du braquage - avec exactitude et sans esbroufe*. "

AZIMUTS INFOS

Découverte d'un nouveau type de liaison chimique ultra-forte

Des chercheurs ont mis en évidence un nouveau type de liaison hydrogène qui présente une force similaire voire supérieure à certaines liaisons covalentes. Ces liaisons pourraient intervenir dans de nombreuses réactions chimiques et servir dans le domaine de la biologie ou les piles à combustible.

Il existe en chimie trois types de liaison : la liaison covalente, qui résulte de la mise en commun d'électrons entre deux atomes, la liaison ionique où les électrons d'un ion sont transférés à un atome voisin, et la liaison intermoléculaire ou Van der Waals (à laquelle appartiennent les liaisons hydrogène), qui sont plus faibles par rapport aux deux précédentes. Ces trois liaisons sont toutes relativement stables. Mais les chercheurs savent depuis longtemps que lors d'une réaction chimique, il existe des états intermédiaires où les atomes peuvent se lier pendant quelques fractions de seconde et sont donc plus difficiles à observer.

Des liaisons hydrogène fortes

Une nouvelle étude parue dans la revue Science a réussi pour la première fois à observer un de ces états intermédiaires, mettant au jour un nouveau type de liaison chimique : une liaison hydrogène mais avec la force d'une liaison covalente (en principe, la liaison hydrogène est environ 20 fois plus faible). Pour ce faire, les chercheurs ont dissous un composé hydrogène-fluorure dans l'eau et ont regardé comment les atomes d'hydrogène et de fluor interagissaient grâce à un appareil à spectroscopie enregistrant les vibrations des atomes sous lumière infrarouge. Ils ont constaté que les atomes de fluor étaient attirés par les atomes d'hydrogène du fait d'un déséquilibre de charges positives et négatives, comme dans une liaison hydrogène standard. Dans la solution d'anion bifluorure, chaque atome d'hydrogène a ainsi tendance à être " *pris en sandwich* " entre deux atomes de fluor.

Mais les chercheurs ont constaté que ces sandwichs étaient liés ensemble avec plus de force que les liaisons hydrogène typiques. Dans ces courtes liaisons hydrogène, les atomes se rapprochent dans une structure ressemblant à une molécule, ce qui est caractéristique normalement d'une liaison covalente. Mais le mécanisme de la nouvelle liaison étant de nature électrostatique, cela signifie que la liaison reste bien de nature Van der Waals.

D'après les mesures des chercheurs, ces nouvelles liaisons ont une énergie de liaison de 45,8 kcal/mol (environ 192 kJ/mol), ce qui est supérieur à certaines liaisons covalentes. Une molécule d'azote est par exemple constituée de deux atomes reliés par une liaison de force 38 kcal/mol. Les liaisons hydrogène ont pour leur part une énergie de liaison de 1 à 5 kcal/mol. Cette découverte n'est pas entièrement une surprise, mais elle brouille les cartes des définitions des liaisons chimiques et des molécules. En effet, des atomes connectés par des liaisons covalentes sont considérés comme une molécule, tandis que des atomes connectés via une liaison hydrogène peuvent rester dans des molécules indépendantes.

Une possible liaison forte entre les molécules d'eau ?

Selon des chercheurs de l'Institut Max-Planck (non impliqués dans l'étude), il est possible que ce type de liaison existe dans l'eau, où un ion hydrogène est pris en sandwich entre deux molécules d'eau. Ces liens n'ont encore jamais été observés de manière concluante car leur durée de vie serait beaucoup plus courte qu'avec le fluor. " *L'étude de ces mouvements moléculaires et comment ils peuvent être orientés dans une direction souhaitée pourrait trouver des applications dans le transport des protons en biologie et dans les technologies telles que les membranes à pile à combustible* ", indiquent les chercheurs.

L'UNION
Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses
Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC
Siège: Wuiti - Nkafu
Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28
e-mail: patrie006@yahoo.fr
Casier N° 60 / M.P.
Impression
Groupe de presse L'Union
Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON
Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI
Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO
Service photographie
Roland OGOUNDE
Dessin-Caricature
LAWSON Laté
Graphisme
Guillaume BOGLA

Lutte multidimensionnelle contre la menace terroriste au Togo

LE GRAND REGRET DE FAURE GNASSINGBÉ

«Nous travaillons avec nos pays voisins. Mais il faut reconnaître que cette coopération n'est pas aussi efficace comme on l'aurait souhaité», dixit Faure Gnassingbé

Late Pater

Le Président Faure Gnassingbé face...

...aux militaires de l'opération Koundjoaré

Le terrorisme frappe le Togo. Jusqu'ici, en territoire étranger. Trois attaques en deux semaines : la dernière attaque kamikaze est subie par le contingent togolais de la MINUSMA stationné à Kéréna (Mali), avec une vingtaine de blessés dont 9 graves pris en charge par les services compétents ; le 28 janvier 2021, le véhicule d'une relève a sauté sur un engin explosif à Talas occasionnant 4 blessés dont 1 grave ; le 29 janvier 2021, un obus a été tiré sur le poste de commandement togolais à Douentza.

Dans les limites de ses frontières, le Togo ne veut pas baisser la garde, mais plutôt relever son niveau de vigilance. Le pays reste confronté au risque de l'infiltration de la menace terroriste surtout à un moment où cette menace djihadiste se rapproche encore, à en croire le patron du renseignement extérieur français, Bernard Emié. C'est ce qui a sous-tendu le déplacement du président togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, ce 8 février 2021 à Namoundjoga dans la région des Savanes où il s'est entretenu avec les forces de défense et de sécurité en poste dans cette zone frontalière avec des pays voisins. Il a usé de la pédagogie pour parler aux militaires. *«Pendant longtemps, l'insécurité provoquée par les mouvements djihadistes et les groupes armés terroristes s'est cantonnée dans les pays du Sahel. Mais les terroristes n'ont jamais caché que leur objectif ou ambition était d'infiltrer les pays côtiers. Même si l'objectif n'est pas totalement atteint, ils ont des bases et, à certains endroits, ils ont commis des attentats. Dieu merci, le Togo n'est pas dans ce cas. Et si le Togo a été jusqu'à présent préservé, c'est grâce à la mission que vous remplissez si efficacement ici. Donc, je suis venu, d'abord, pour vous féliciter et pour dire notre fierté pour ce que vous avez réussi à faire et ce que vous réussissez à faire chaque jour. C'est un combat de tous les jours, de tous les instants. Ensuite, pour vous dire que la suite risque d'être beaucoup plus difficile car ces groupes, eux aussi, reçoivent des renforts et acquièrent de nouvelles techniques ; ils contrôlent de nouvelles zones ; ils bénéficient des fruits et des finances de la criminalité transfrontalière. Bref, ils sont plus aguerris et vont essayer encore de porter des coups à nos pays et à nos populations. C'est pour cela que j'ai tenu à venir ici, à discuter avec vos chefs ; qu'ils me fassent le point de la situation et qu'ils me disent les difficultés qu'ils rencontrent. Nous l'avons fait tout à l'heure et ils m'ont expliqué les faiblesses de nos dispositifs, en tout cas, ce qu'il faut pour l'améliorer et le renforcer davantage»*, a dit Faure Gnassingbé.

Tout faire pendant qu'il est encore temps

Et déjà, des solutions en urgence car il faut rassurer ces hommes et femmes au front dans le cadre de de l'opération Koundjoaré. *«J'ai pris bonne note et je leur ai dit, tout à l'heure, que, dès la semaine prochaine, ils sentiront les effets. Parce qu'il vaut toujours mieux prévenir que de guérir. C'est pour ça que nous avons pris un certain nombre de dispositions avant même ce jour, comme la loi de la refondation que nous essayons de mettre en œuvre et que nous allons accélérer ; la loi de programmation militaire. Et nous avons décidé de tout faire pour consacrer un budget conséquent à nos unités, à notre armée. Ce que je peux vous dire, c'est que les problèmes qui ont été soulevés ici sont déjà pris en compte dans cette loi de programmation militaire»*, a poursuivi le chef suprême des armées. Avant de souligner que *«la lutte contre le terrorisme n'est pas seulement une affaire de militaires»*. Il faut aussi le soutien des populations civiles. *«Et pour avoir le soutien de ces populations, il faut avoir de bonnes relations. Je compte sur vous pour cela, vos chefs m'ont rassuré. Mais il y a aussi la lutte contre la pauvreté qui est l'affaire du gouvernement. Sur ce point, dès la semaine prochaine, nous enverrons une mission pour des actions urgentes qui seront identifiées : les forages seront faits, les pistes seront améliorées et, si possible, l'électricité verra le jour là où il n'y en a pas»*, a-t-il indiqué. Dans ce sens, M. Gnassingbé a, en même temps, visité l'école de Namoundjoga et promis la construction d'infrastructures sanitaires.

Le terrorisme a une dimension internationale. Aussi la CEDEAO, dans une stratégie commune mise en place, a-t-elle décidé de consacrer, de 2020 à 2025, un milliard de dollars pour la lutte. *«Mais pendant le temps que cet argent soit mobilisé et que les actions soient identifiées, nous devons, nous, au plan national, faire ce que nous devons faire c'est-à-dire fournir les efforts nécessaires pour agir. Nous (militaires et populations) devons donc tout faire, pour nous armer, nous défendre, protéger notre souveraineté, notre intégrité territoriale, nos biens et nos populations, et pour que les terroristes ne mettent pas les pieds ici pendant qu'il est encore temps»*, a insisté le chef de l'État togolais. Au Togo, les défis sécuritaires occupent une place importante dans la feuille de route gouvernementale qui y consacre plus de 700 milliards de francs Cfa.

Le regret de Faure

«Le terrorisme ne peut pas être combattu par un seul pays, quelle que soit sa puissance, parce que les terroristes se jouent de nos frontières ; ils circulent un peu partout. Nous travaillons avec nos pays voisins. Mais il faut reconnaître que cette coopération n'est pas aussi efficace comme on l'aurait souhaité», a regretté le N°1 togolais. Or, après le Mali et le Niger, le Burkina Faso semble être l'antichambre pour atteindre les quatre pays du Golfe de Guinée qui l'entourent : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo. Les groupes terroristes ont déjà utilisé le Burkina Faso comme base-arrière pour attaquer et tuer, en juin 2020, treize soldats ivoiriens dans la zone frontalière de Kafalo, commune aux deux pays. Par deux fois, au départ du territoire burkinabé, ils ont attaqué le Bénin : en mai 2019, en enlevant deux touristes français dans le parc national du Penjari et, en février 2020, en s'en prenant à un poste de police non loin de la frontière Bénin-Burkina. Partie encore une fois du territoire burkinabé, une attaque terroriste a visé, en février 2019, un poste mobile des douanes togolaises sur la frontière commune. Et ces pays du Golfe de Guinée assurent avoir démantelé des cellules terroristes dormantes infiltrées à partir du Burkina Faso. Il faut donc craindre que, si tout le Burkina Faso est pris, cela mettrait le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo à portée du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de l'Etat islamique au Grand Sahara.

Les experts en sécurité, eux, continuent d'en appeler à une action réellement concertée et conjuguée des Etats et des dirigeants.

Couverture sociale

La CNSS veut accélérer l'extension à l'informel car, ce sont 97,7% des travailleurs qui en sont exclus

Late Pater

Le Togo compte 85,5% d'unités informelles sur 119.318 entreprises, 97,1% d'entreprises individuelles pour une population concernée de 3.341.763 de personnes dont 52,7 % de femmes, avec un taux de participation à l'emploi de 98% et une part au produit intérieur brut de 52%. Autre constat : 97,7% des travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient pas encore d'une couverture sécurité sociale. La Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en est préoccupée et elle veut travailler à inverser. L'une des missions de l'institution étant d'immatriculer les employeurs et les travailleurs assujettis. Dans ce sens, elle tient, ce vendredi 12 février 2021 à son siège, un colloque sur les mécanismes d'extension effective de la couverture sociale aux travailleurs de l'économie informelle. Il s'agira essentiellement de réfléchir aux stratégies et outils à mettre en œuvre pour accélérer le processus d'extension du régime de sécurité sociale afin que les travailleurs de l'économie informelle aient les pleines garanties de protection sociale nécessaires à leur résilience aux risques sociaux et aux chocs économiques. Le projet vise également le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs afin de faciliter le consensus autour des options d'extension de la sécurité sociale qui, tout en garantissant l'adéquation et l'accessibilité aux prestations, garantissent également la viabilité et le développement du régime.

La rencontre est organisée par le Bureau International du Travail (BIT), en collaboration avec l'Union européenne, Social Protection and Public Finance Management et le Gouvernement togolais. Elle intervient à la suite de la campagne nationale conjointe menée en 2019 sur l'étendue du territoire par le Bureau International du Travail et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale pour préparer les acteurs de tous bords à l'extension de la couverture sociale au secteur informel.

Il faut rappeler que, dans le cadre du nouveau Projet Réponse en faveur des travailleurs de l'économie informelle pendant la crise du Covid-19, le Bureau International du Travail appuie les actions des mandants tripartites et des institutions de sécurité sociale, en particulier la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, pour renforcer les piliers opérationnels permettant la couverture sociale effective des acteurs de l'économie informelle. A terme, il est question de développer une base des connaissances nécessaires pour l'architecture et la détermination des paramètres techniques et financiers pour l'élaboration des produits de sécurité sociale adaptés aux travailleurs de l'économie informelle, de renforcer le système d'information et d'adapter le cadre institutionnel pour faciliter l'immatriculation de ces travailleurs. Au niveau mondial, seulement 27% de la population bénéficient d'une couverture sociale adéquate et 55% – soit 4 milliards d'êtres humains – n'ont aucun accès à la protection sociale. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) s'est donnée pour mission d'aider les pays à mettre en place des systèmes, mesures et socles de protection sociale pour tous, adaptés aux différents contextes nationaux.

Sur financement du projet WACA ResIP

La forêt classée d'Asseve visée par un plan de gestion

Sur un financement de la Banque mondiale pour le Projet d'investissement de la résilience des zones côtières en Afrique de l'ouest (WACA ResIP), le gouvernement envisage, sous peu, l'élaboration du plan d'aménagement et de gestion de la forêt classée d'ASSEVE, au sud-ouest du lac Togo. Un consultant individuel sera commis à ce sujet, courant deuxième trimestre.

La mission de soixante-quinze (75) jours va consister à: y faire l'analyse de la documentation disponible sur l'état des ressources forestières et fauniques ainsi que les utilisations socio-économiques de la forêt classée; y collecter les données pertinentes et conduire les études nécessaires à une meilleure planification de la gestion durable de la forêt ; y réaliser le plan de zonage de la forêt en s'appuyant sur des approches participatives impliquant l'ensemble des acteurs de gestion et d'utilisation des ressources de la forêt en prenant en compte son statut d'aire centrale et zone tampon de la Réserve de Biosphère Transfrontière du Mono ; y conduire le processus participatif d'élaboration du plan d'aménagement et de gestion; y élaborer le plan d'aménagement et de gestion de la forêt classée; y participer aux processus de validation participative du plan d'aménagement et de gestion de la forêt classée.

Lancé le 30 novembre 2018, le projet WACA est financé par le FEM – Fonds pour l'environnement mondial –, la Banque mondiale et l'Etat togolais à hauteur de 31 milliards de francs Cfa. Il sera mis en œuvre dans la région Maritime pour une période de 5 ans. Entre autres activités, on dénombre la gestion des aires communautaires de haute valeur écosystémique, la gestion durable des terres, la réhabilitation des petites infrastructures endommagées par les aléas. A cela s'ajoutent les travaux de curage des canaux naturels pour l'amélioration de la performance des canaux de drainage des eaux, la pollution et la gestion des déchets et les activités génératrices de revenus.

Comment le statut de parent alphabétisé agit sur la réussite scolaire des enfants

Le Togo en milieu de tableau, sur 3 indices (rapport PASEC)

Late Pater

Photo d'illustration (Unicef)

14 pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Tchad, Gabon, Guinée, Madagascar, RD Congo et Togo) ont participé au rapport international PASEC 2019 sur la qualité, le niveau d'efficacité et d'équité des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone, les performances et l'environnement de l'enseignement-apprentissage au primaire. Lequel rapport a été lancé le 21 décembre 2020. Le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) est mis en place en 1991. C'est un rappel. Dans cette partie du rapport que reprend *L'UNION*, il est question de l'alphabétisation des parents ou tuteurs et la possession de livres à la maison. Lecture !

Un environnement lettré (disponibilité de livres et présence des personnes sachant lire) participe à l'amélioration des performances des élèves. Diverses études ont montré qu'il existe un lien entre le niveau d'instruction des parents et la réussite de l'enfant à l'école. Plus un parent est alphabétisé, plus il contribue à la réussite de l'enfant à l'école et est à même de le maintenir dans le système éducatif. En moyenne, 80,8% des enfants en fin de scolarité vivent avec au moins un parent alphabétisé pour l'ensemble des pays ayant participé à l'évaluation PASEC 2019. Ce pourcentage varie entre 65,6% (Côte d'Ivoire) et 95,8% (Congo). En s'intéressant au nombre de parents alphabétisés, la moyenne des 14 pays renseigne que 29,9% des élèves ont un parent qui sait lire et 50,9%, deux parents qui savent lire ; 19,2% n'ont aucun parent qui sait lire. La Côte d'Ivoire présente la plus forte proportion d'élèves vivant avec un parent alphabétisé (42,5%) tandis que le Gabon se révèle comme le pays ayant la proportion la plus élevée d'élèves vivant avec deux parents alphabétisés (85,1%) ; il est suivi du Congo (82,6%), de la RDC (72,9%), du Cameroun (70,8%). *Au Togo, 44,7% des élèves ont les deux parents qui savent lire ; 33,5% ont un alphabétisé sur les deux parents ; et 21,7% n'ont aucun parent alphabétisé*. Ce qui le classe respectivement à la 7ème place, à la 8ème place et à la 6ème place, sur les 14 pays. Le Congo et le Gabon ont la plus faible proportion d'élèves vivant avec les deux parents analphabètes (4,2% et 4,3%).

La comparaison des performances en fin de scolarité des élèves en lecture selon le statut d'alphabétisation des parents est d'abord faite, entre les élèves dont l'un des parents est alphabétisé et ceux dont aucun des deux parents n'est alphabétisé, puis entre ceux dont les deux parents savent lire et ceux dont aucun des parents ne sait lire. Il apparaît qu'en moyenne, l'alphabétisation des parents influence positivement la performance des élèves en lecture et en mathématiques. Les élèves dont au moins un des deux parents sait lire obtiennent, dans les deux disciplines, des scores supérieurs à ceux dont aucun parent n'est alphabétisé. Le même résultat est observé dans la majorité des pays. Les élèves dont au moins un des deux parents est alphabétisé performent mieux dans tous les pays à l'exception du Burkina Faso, du Gabon, de la RDC et du Tchad dans les deux disciplines. L'alphabétisation des parents a une incidence positive sur la performance des élèves en lecture au Niger et au Sénégal, ce qui n'est pas le cas en mathématiques.

Possession de livres à la maison

Pour l'ensemble des pays participant à l'évaluation PASEC 2019, en moyenne, 45,3% des élèves en fin de scolarité possèdent des livres à la maison. Les proportions les plus élevées sont observées au Bénin (71,6%) et au Gabon (72,1%). Les proportions les moins élevées sont constatées au Burundi (18,5%) et au Niger (27,6%). Au-dessus de la moyenne, le Togo est à 47,5%.

La performance moyenne en fin de scolarité en lecture et en mathématiques est significativement plus élevée chez les élèves ayant des livres à la maison pour l'ensemble des pays. Ce constat est valable pour tous les pays dans les deux disciplines à l'exception du Tchad pour les mathématiques. La proportion d'élèves n'ayant aucun livre disponible à la maison est relativement faible dans l'ensemble des pays participants. En moyenne, 12,9% dans l'ensemble des pays du PASEC 2019. Cette proportion est plus importante à Madagascar (38,1%), au Tchad (24,9%), au Niger (21,9%) et en Guinée (18%). La Côte d'Ivoire est le pays pour lequel le pourcentage d'élèves en fin de scolarité n'ayant aucun livre de disponible à la maison est plus faible (1,6%). Au Sénégal également, ce pourcentage est très faible (6,7%). Il est de 9,3% au Togo.

On constate une forte proportion d'élèves en fin de scolarité ayant assez de livres à la maison pour remplir une étagère. Cette proportion est de 64,5% en moyenne dans l'ensemble des 14 pays participant à l'évaluation PASEC 2019. Elle varie entre 50% (Tchad) et 83,1% (Burundi). 73,7% au Togo. En revanche, dans tous les pays, la proportion d'élèves en fin de scolarité ayant assez de livres à la maison pour remplir deux étagères ou ayant une bibliothèque est faible : 14,9% et 7,7%. Au Togo, elle est respectivement de 12,6% et 4,4%.

L'étude compare les performances en lecture et en mathématiques des élèves de fin de scolarité selon la quantité de livres disponibles à la maison. On constate qu'en moyenne, en lecture et en mathématiques, quelle que soit la quantité de livres à la maison, les écarts de performance entre les élèves en fin de scolarité disposant de livres à la maison et ceux n'ayant aucun livre sont significatifs en faveur des premiers pour l'ensemble des pays. Par exemple, les élèves ayant assez de livres à la maison pour remplir une étagère ont de meilleurs scores en *lecture* que ceux n'ayant aucun livre. La différence moyenne de performances entre les deux groupes d'élèves est significative en faveur de ceux disposant des livres à la maison dans tous les pays hormis le Burundi, la Guinée et la RDC. Mais lorsqu'on compare les élèves ayant assez de livres à la maison pour remplir deux étagères ou une bibliothèque, avec les élèves n'ayant aucun livre, les écarts de performances significatifs en lecture en faveur des premiers sont respectivement observés dans sept pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gabon, Sénégal, Togo) et neuf pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Sénégal, Tchad et Togo). Les mêmes constats sont presque observés pour les *mathématiques*. Les écarts de performances entre les élèves ayant assez de livres à la maison pour remplir une étagère, deux étagères et une bibliothèque et ceux n'ayant aucun livre à la maison sont respectivement significatifs dans sept pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gabon, Sénégal, Togo), huit pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Gabon, RDC, Sénégal, Togo) et six pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Gabon, Sénégal, Togo).

Zones d'Aménagement de Production Bovine (ZAPB)

10 sites retenus pour la phase pilote

Late Pater

C'est le ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural, Antoine Gbégbéni, qui en a communiqué au conseil des ministres tenu ce 10 février 2021 à Pya (au nord Togo). Pour le compte de la campagne agricole 2021-2022, des Zones d'Aménagement de Production Bovine (ZAPB) seront mises en place. L'idée est de moderniser l'élevage des bovins au Togo et le rendre semi intensif. De quoi augmenter le revenu des ménages pastoraux et des propriétaires de bovins au Togo. Dans le cadre des préparatifs, une présentation avait réuni, en mars 2020, le ministère et les responsables de l'interprofession, la plateforme transhumance, les vétérinaires et les bouchers. Dix (10) sites ont été identifiés comme zones pilotes pour le développement de ces ZAPB dans les préfectures de Zio, Lacs, Haho, Ogou, Anié, Blitta, Tchamba, Bassar, Kozah et Oti. Et pour l'aménagement de ces sites pilotes, le Projet d'appui aux populations vulnérables (PAPV) apporte un soutien financier de cinq cents millions (500 000 000) de francs Cfa, renseigne l'Exécutif.

Les modèles de Zones d'Aménagement de Production Bovine sont des systèmes d'exploitation dans un domaine bien circonscrit, regroupant des pools de troupeaux bovins d'une localité donnée, disposant d'atouts naturels (terres, assez bonne pluviométrie, source d'eau, barrage…) et d'infrastructures sociales de base (école, dispensaire, cabinet vétérinaire…), centrés sur des espaces aménagés à fort potentiel de production fourragère. Autour de ces zones, sont greffées les infrastructures pastorales marchandes ou non, en vue d'améliorer la productivité et la production à travers la mise en valeur des chaînes de valeur des filières bétail viande et essentiellement le lait, avec une valorisation de la biotechnologie animale : l'insémination artificielle et l'amélioration génétique et la technologie laitière. Le tout dans un modèle d'entrepreneuriat.

Cinq objectifs essentiels sont visés : sécuriser l'exploitation (identification, délimitation, conditions d'éligibilité, d'accès, application des principes du code foncier, actes juridico-administratifs, certification) ; produire la fourragère en quantité et en qualité (semences, mode de gestion, système de rotation…) ; créer et développer des chaines de valeur de la filière bétail viande et lait (centre de collecte et de traitement de lait : biotechnologie animale (insémination artificielle) et suivi sanitaire) ; créer les conditions d'un meilleur accès au marché (marché à bétail, abattoirs) ; et mettre en place un système de financement soutenu par le ProMIFA (contractualisation et mesures d'accompagnement).

Le taux de couverture des besoins en bovins est largement déficitaire. Le pays importe annuellement environ 30 000 têtes de bovins. Tout le secteur de l'élevage représente plus de 16% du PIB agricole et 6,7% du PIB national togolais. Cependant, si l'agriculture emploie environ 65% de la population active, seulement 1,6% déclare avoir l'élevage comme activité principale.

A noter que, toujours pour la campagne agricole 2021-2022, il est prévu l'aménagement de quatre-vingt (80) premiers sites de cent (100) hectares chacun, comme Zones d'Aménagement Agricole Planifié (ZAAP), dans les cinq régions économiques du pays. Les travaux d'aménagement de ces sites ont démarré au début du mois de décembre 2020.

Les acteurs à l'évaluation à Tsévié / En lien avec la Covid19

1 723 enfants vulnérables identifiés par le projet START FUND dans la Maritime

Jean AFOLABI

À terme de son exécution, le projet START FUND, dénommé «appui aux filles et garçons vulnérables face à la Covid-19», a été évalué par les différents acteurs impliqués dans sa mise en œuvre, ce 8 février 2021 à Tsévié, à 35 km de Lomé. Présenter les résultats clés obtenus, relever les difficultés rencontrées et surtout recueillir des recommandations auprès des différents acteurs présents (l'Action Sociale, l'Education, les chefs cantons, etc.), tels ont été les points abordés au cours de cet atelier, organisé par le Centre Régional de Volontariat Maritime.

Pour ce projet qui avait un délai d'exécution de 45 jours, 1723 enfants vulnérables ont été identifiés et recensés dans les six préfectures que couvre la région Maritime. Après validation communautaires, 1200 enfants ont été bénéficiaires dudit projet dont 554 filles. Ces filles et garçons vulnérables face à la Covid-19 ont bénéficié des appuis financiers afin de retourner à l'école dans les plus brefs délais, indique l'Agence nationale du volontariat au Togo (Anvt). Des sensibilisations ont été faites également sur la violence basée sur le genre et la Covid-19. Ainsi, à travers l'appui des volontaires nationaux de l'ANVT qui ont été missionnés de la mise en œuvre de ce projet, près de 600 enfants auront à reprendre les classes en cette période de crise sanitaire.

«Un projet si court comme celui de Start Fund est complexe. Mais compte tenu du dispositif et des mécanismes mis en place par l'ANVT, j'étais conscient des défis à relever pour que nous puissions le réussir», a déclaré à l'occasion Omar Agbangba, directeur général de l'ANVT. Et d'ajouter : *«je tiens à exprimer ma satisfaction et reconnaissance à Plan International Togo et leur rassurer qu'avec les volontaires, nous serons toujours présent avec les partenaires pour le développement du pays et surtout dans l'atteinte des objectifs du PND et des ODD»*.

Démarré depuis le 21 décembre 2020, ce projet consistait à identifier 1 200 enfants (filles et garçons), âgés entre 7 et 14 ans, qui ont abandonné l'école ou qui sont susceptibles d'abandonner, en raison des conséquences de la crise sanitaire liée à la Covid-19. Il s'est agi, d'une part à la réinsertion scolaire de ces enfants et jeunes, à renforcer le pouvoir économique des familles vulnérables suite à la crise de la Covid-19 à travers des transferts de Cash (35 000f CFA/enfant ont été versés à chaque famille). D'autre part, ce projet a permis de sensibiliser les communautés sur les violences basées sur le genre et la pandémie au Coronavirus dans les 64 cantons que couvre la région Maritime à travers des émissions radios et des campagnes de sensibilisation mobile.

Besoin de liquidités bancaires à 7 jours / Atténuer l'impact du Covide19

221 milliards injectés mardi dans les banques du Togo

Dans le cadre de ses adjudications hebdomadaires, la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) a procédé, valeur 09 février 2021, à une injection de liquidités d'un montant de 3.602,055 milliards. Les banques et établissements du Togo s'adjugent 220,990 milliards, contre 214,900 milliards une semaine plus tôt. L'opération arrive à échéance le lundi 15 février 2021, indique la Banque centrale. Elle est ressortie d'un taux fixe de 2,0000%.

Au total, quatre-vingt-dix (90) établissements bancaires des huit places de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) ont participé à l'opération. Les établissements de la Côte d'Ivoire et du Sénégal s'adjugent respectivement 1.105,407 milliards et 756,621 milliards. Ils sont suivis par ceux du Mali avec 430,550 milliards, du Bénin avec 397,800 milliards, Burkina Faso avec 354,380 milliards. Le Niger s'adjuge 276,257 milliards. La Guinée-Bissau fait 60,050 milliards.

D'après la Banque centrale, le montant moyen des soumissions sur le guichet hebdomadaire des adjudications s'est établi à 3.640,5 milliards en décembre 2020, contre 3.524,7 milliards en novembre 2020, soit une hausse de 3,3%. Ces adjudications sont réalisées depuis le 27 mars 2020 à taux fixe, à savoir le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres, qui a été ramené à 2,0% à compter du 24 juin 2020.

FOOTBALL/

Fatma Samoura : "*C'est la CAF qui m'a demandé de venir*"

La secrétaire générale de la FIFA, Fatma Samoura, précise avoir travaillé pour la Confédération africaine de football (CAF) à la demande de celle-ci, "qui voulait corriger certains aspects de sa gouvernance".

Hervé A.

"*La CAF m'avait demandé de venir corriger certains aspects de sa gouvernance. Je l'ai fait pendant six mois*", a-t-elle rappelé dans une interview à la télévision privée sénégalaise TFM.

Fatma Samoura déclare avoir remis à la Confédération africaine de football "*un plan d'actions*" comprenant "100 points".

"*La CAF a mis sur pied un comité de suivi et de gestion, donc elle doit prouver qu'elle peut remettre les pendules à l'heure en exécutant les parties des recommandations qui concernent [son] leadership*", a dit l'ancienne fonctionnaire sénégalaise des Nations unies.

"*La CAF a reconnu que les recommandations ont été assez claires pour lui permettre de prendre le relais*" de la Fifa, a ajouté Fatma Samoura en parlant du travail qu'elle avait à faire pour la confédération continentale.

Elle a exercé les fonctions de déléguée générale de la CAF pendant six mois, pour produire le "*plan d'actions*" remis aux dirigeants du football africain.

Fatma Samoura dit avoir accepté de travailler pour la CAF pour l'aider. Parce qu'elle avait assez de temps pour le faire, souligne-t-elle dans l'interview relayée par le quotidien sportif Record, qui appartient au même groupe de presse que la TFM.

"*Ça allait poser problème pour moi si la CAF faisait cette demande aujourd'hui*", a affirmé Mme Samoura, estimant que les préparatifs de la Coupe du monde 2022 (hommes) et du Mondial féminin de 2023 ne lui auraient pas permis de le faire.

La FIFA ne parraine aucun des candidats à la présidence de la CAF, a-t-elle soutenu, par ailleurs, à la suite de Véron Mosengo-Omba, le directeur chargé des programmes de développement du football de l'instance mondiale.

La secrétaire générale de la Fifa dit toutefois "*connaître très bien Augustin Senghor, assez bien Ahmed Yahya, et moins bien Patrice Motsepe et Jacques Anouma*", tous candidats, comme le Malgache Ahmad Ahmad, à la direction du football africain.

"*Le meilleur candidat est celui qu'auront choisi les 54 fédérations africaines membres de la CAF, selon leurs critères*", a-t-elle précisé, ajoutant : "*Que le meilleur gagne.*"

L'Algérie se positionne

L'Algérie ambitionne d'abriter la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans, édition 2023, après le prochain Championnat d'Afrique des nations (CHAN) qu'elle accueille en juillet 2022, rapportent les médias locaux.

"*Qualifiée pour la CAN U17 de 2021 qui aura lieu dans un mois au Maroc, l'Algérie est candidate à l'organisation de la prochaine édition*", prévue en 2023, indiquent les médias locaux.

La Fédération algérienne de football a annoncé que le ministère algérien de la Jeunesse et des Sports a donné son accord pour que l'Algérie présente sa candidature pour accueillir le tournoi, précisent les mêmes sources.

Dans cette optique, l'Algérie "*a introduit une demande et devra prendre les dispositions nécessaires permettant de garantir une meilleure présentation et promotion*" de son dossier de candidature, ajoutent les mêmes sources.

L'Algérie avait échoué en finale de l'édition 2009 de la CAN des moins de 17 ans jouée sur son territoire, une place de deuxième qui l'avait qualifiée pour la Coupe du monde de la catégorie de la même année.

Candidate à l'organisation de la CAN seniors 2017, elle avait été recalée au profit du Gabon qui a abrité cette édition de la compétition phare du football africain remportée par le Cameroun.

Au sujet de la CAN U17, à partir de l'édition 2021 prévue au Maroc en mars prochain, elle va désormais se jouer avec 12 équipes nationales, contre 8 lors des précédentes

L'UEFA engage des poursuites

L'UEFA a annoncé jeudi engager des poursuites disciplinaires contre deux arbitres roumains du match de Ligue des champions entre le Paris Saint-Germain et le Basaksehir Istanbul, interrompu le 8 décembre 2020 en raison d'accusations de racisme.

Après les premières investigations menées par "*un inspecteur*" désigné par l'instance, le quatrième arbitre Sebastian Coltescu et l'arbitre assistant, Octavian Sovre, sont nommément poursuivis par la justice interne de l'UEFA. "*De plus amples informations sur cette affaire seront communiquées quand l'organe disciplinaire de l'UEFA aura pris une décision*", ajoute l'instance européenne.

Le 8 décembre, les joueurs du PSG comme d'Istanbul avaient quitté la pelouse à la 13e minute de jeu après que l'entraîneur adjoint du club turc, Pierre Achille Webo, s'était indigné d'avoir été désigné comme "*le noir*" en roumain ("*negru*") par un des arbitres de la rencontre.

M. Wenbo avait accusé le quatrième arbitre, Sebastian Coltescu, mais une analyse ultérieure de l'enregistrement par plusieurs médias roumains avait plutôt déplacé les soupçons vers l'arbitre assistant, Octavia Sovre. La justice interne de l'UEFA a choisi de poursuivre les deux hommes pour une *"violation potentielle" de l'article 11 de son règlement, qui fixe les "principes généraux de conduite"* et interdit par exemple les injures.

En revanche, et bien que la réaction unanime des joueurs soit devenue un symbole de la lutte contre le racisme dans le football, la commission disciplinaire ne mentionne pas l'article 14 sur les conduites "racistes ou discriminatoires". La rencontre avait finalement repris le lendemain pour les 76 minutes restantes, avec une nouvelle équipe arbitrale. Des banderoles avaient été déployées au Parc des Princes, les joueurs avaient posé un genou à terre, et le PSG l'avait emporté 5-1.

FRAUDE SUR L'ÂGE

Antonio Souaré propose une licence unique biométrique

Antonio Souaré, le président de la zone ouest A de l'Union des fédérations africaines de football (UFOA), propose la mise en place d'une licence unique pour les neuf pays de ce groupe, pour mettre fin aux problèmes d'âge et d'identité souvent notés lors compétitions zonales.

"*Nous avons prévu dès notre élection de faire une tournée pour réexpliquer notre vision à nos pairs présidents de fédération et parmi les propositions qu'on souhaite leur soumettre, c'est la mise en place d'une licence unique biométrique*", a expliqué le président de la zone ouest A lors d'un entretien avec l'APS.

Antonio Souaré espère "*voir la zone ouest A de l'UFOA devenir une zone pilote*" en Afrique, insistant sur la nécessité de prendre des décisions à même de mettre fin aux problèmes liés à l'âge et aux identités des jeunes footballeurs.

En plus de la suspension de la Guinée à la CAN U17 jouée en Tanzanie en mars 2019, deux autres pays africains, la Gambie et la Sierre Leone, ont été disqualifiées au tournoi de la qualification à la CAN U17 qui se déroule actuellement à Thiès (ouest).

Après les tests IRM (imagerie à résonance magnétique), il a été découvert dans les délégations des deux pays un ou des joueurs ayant dépassé l'âge requis pour prendre part à cette compétition réservée aux moins de 17 ans.

Avec cette licence biométrique unique aux neuf fédérations membres de la zone ouest A, il y aura une banque de données où seront enregistrés tous les footballeurs de la zone depuis leur bas âge, a indiqué le président Souaré.

"*Nous allons travailler avec les autres présidents à la mise en place d'une direction technique et d'une académie zonale*", a-t-il dit, indiquant que tout cela doit concourir à développer le football à la base.

Les demi-finales du tournoi de qualification de la zone ouest A de l'UFOA auront lieu ce jeudi avec les matchs Mali-Mauritanie et Sénégal-Guinée Bissau.

Les deux finalistes représenteront la zone en phase finale de la CAN U17, qui aura lieu en mars, au Maroc.

LDC - WAC

Les Kaizer Chiefs privés d'entrée au Maroc, la CAF saisie

La phase de groupes de la Ligue des champions africaine n'a pas encore débuté qu'un gros imbroglio vient déjà d'éclater ! Censés se déplacer sur le terrain du Wydad Casablanca samedi (19h) dans le cadre de la 1ère journée, les Kaizer Chiefs n'ont en effet pas pu s'envoler pour le Maroc ce mercredi comme ils l'avaient prévu.

La faute aux mesures de restriction des déplacements prononcées par le Royaume chérifien qui a interdit d'entrée sur son territoire les voyageurs en provenance d'Afrique du Sud, pays berceau d'un des variants du Covid-19.

Du côté des Amakhosi, on se plaint d'un gros manque d'informations. " *En raison du retard dans la délivrance des visas pour le Maroc et du manque de communication de la Fédération marocaine de football (FRMF) et des autorités (…), le club n'a pas eu d'autre choix que de reporter son voyage à demain, en attendant la résolution de la question et la coopération de toutes les parties concernées. Les Kaizer Chiefs peuvent confirmer que le club a rempli toutes les conditions requises pour le voyage, y compris toutes les exigences du protocole Covid-19. (…) Nous continuerons à collaborer avec la SAFA (Fédération sud-africaine de football) et l'ambassade d'Afrique du Sud au Maroc pour essayer de saisir la CAF afin de résoudre le problème* ", a écrit le club de Soweto sur Facebook.

De son côté, la FRMF a réagi à travers un communiqué en annonçant qu'elle a " *adressé une correspondance à la Commission des compétitions au sein de la Confédération Africaine de Football (CAF) l'informant du refus des autorités marocaines d'autoriser la tenue du match WAC-Kaizer Chiefs (…) pour des raisons sanitaires liées aux dernières évolutions de la pandémie de la COVID-19. Dans cette correspondance, la FRMF sollicite le report de la tenue de cette rencontre ou sa reprogrammation dans un autre pays.*"

Les deux clubs veulent à tout prix éviter la défaite sur tapis vert puisque

le règlement de la CAF n'est pas clair à ce sujet. " *Dans le cas où une équipe ne peut se rendre sur le lieu du match à cause des restrictions de voyage ou autres restrictions liées à la COVID-19, alors cette équipe sera considérée comme ayant perdu le match 2-0* ", stipule un point du règlement, ce qui signifierait que les Kaizer Chiefs seraient sanctionnés si aucune alternative n'est trouvée.

Sauf que le point suivant du même règlement place plus logiquement la responsabilité sur le club hôte, en l'occurrence le WAC, et indique que, " *si une équipe hôte ne peut pas organiser le match ou ne peut pas recevoir une autre équipe pour absence d'une autorisation gouvernementale ; cette équipe sera considérée comme ayant perdu le match 2-0* ". Face à ce flou, l'instance continentale va devoir se prononcer au plus vite…

Le CIO dénonce le sexisme de Yoshiro Mori

Près d'une semaine après le début de l'affaire, le CIO a dénoncé dans les propos sexistes tenus par Yoshiro Mori, le président du comité d'organisation des Jeux de Tokyo. L'instance olympique l'a fait via un communiqué publié mardi 9 février sur son site Internet.

" Les récents propos du président Mori de Tokyo 2020 étaient absolument inappropriés et en contradiction avec les engagements du CIO et les réformes induites par son Agenda olympique 2020?, indique le communiqué.

Le CIO s'en tient à cette seule prise de position, se gardant bien de suggérer la moindre action ou réponse à envisager côté japonais. Mais il en profite pour rappeler les avancées réalisées au cours des dernières années sur la voie de l'égalité des sexes. Elles tiennent en onze points, longuement énumérés et détaillés dans le communiqué.

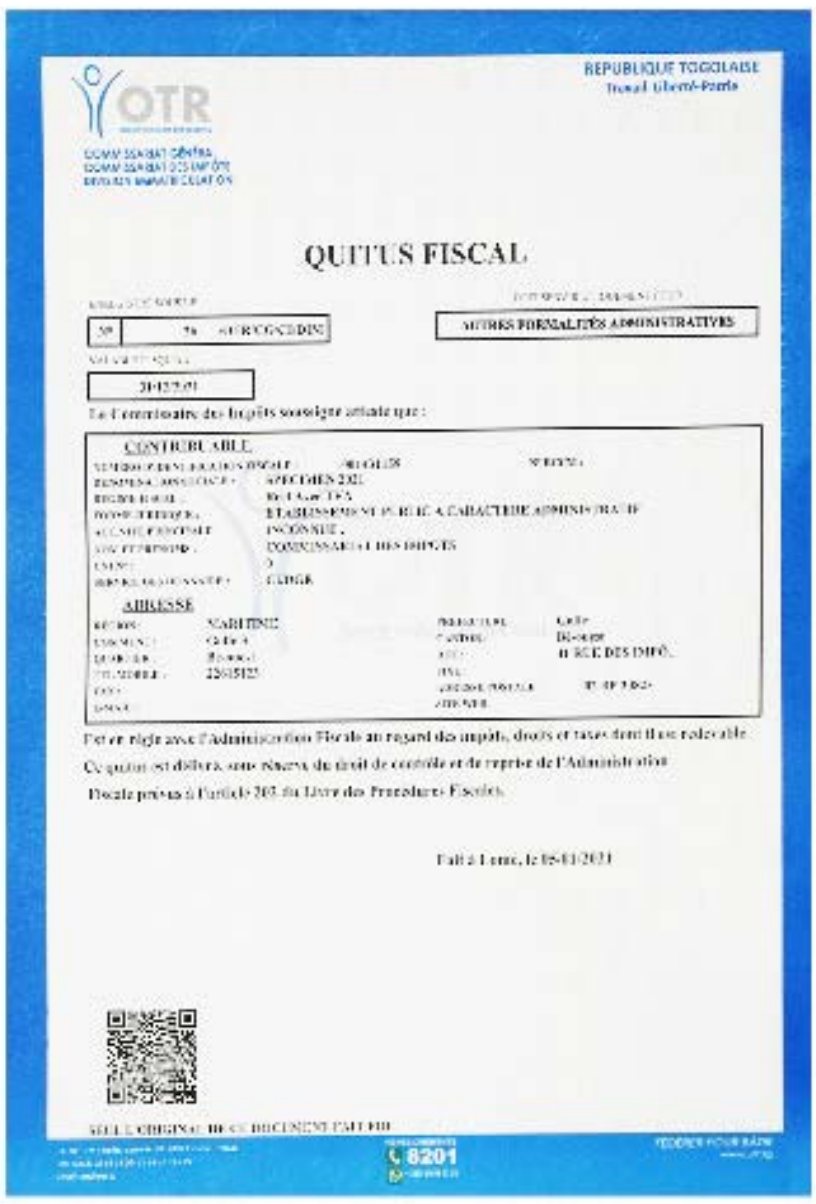
Citons, en vrac, une participation féminine de près de 49 % aux Jeux de Tokyo 2020, les premiers de l'histoire affichant l'équilibre entre les sexes ; la nomination de l'Américaine Anita DeFrantz au poste de première vice-présidente du CIO ; la proportion de 37,5 % de femmes parmi les membres du CIO, contre seulement 21 % lors du lancement de l'Agenda olympique 2020 ; la présence de 47,8 % de femmes dans les commissions du CIO, contre 20,3 % avant l'adoption des réformes de l'Agenda olympique 2020.

L'instance olympique rappelle également un chiffre moins connu : les femmes représentent aujourd'hui 53 % de l'administration du CIO.

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

Les nouveaux actes fiscaux

Validité d'un (01) an



Validité de trois (03) mois

Les conditions d'obtention des nouveaux actes fiscaux

ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité.

QUITUS FISCAL

Sur la période d'au moins un an :

- déclarer et payer ses impôts et taxes avec régularité et sincérité ;
- n'avoir jamais fait l'objet d'une mise en demeure ;
- n'avoir jamais subi la retenue spéciale BIC de 15% appliquée sur la valeur en douane des marchandises importées par des contribuables inactifs ;
- n'avoir pas fait l'objet de rappels d'impôts supérieurs à 15% des impôts émis et/ou déclarés spontanément lors d'un contrôle fiscal ;
- n'avoir jamais posé un acte ou eu un agissement de nature à faire obstacle aux différentes procédures fiscales ;
- n'avoir pas subi une procédure de contentieux douanier concluante.

Office Togolais des Recettes - OTR | 8201 | +228 90 99 41 01 | FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

En faveur de la levée progressive des restrictions dues à la crise sanitaire

Hausse de 8,7% des dépôts de microfinances à fin septembre au Togo

Jean AFOLABI

Suivant des chiffres actualisés de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao), le montant des dépôts collectés dans les Systèmes financiers décentralisés (SFD ou microfinance) des huit pays de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) a augmenté de +168.977,2 millions de FCFA à fin septembre 2020 pour s'établir à 1.623.085,8 millions de FCFA contre 1.454.108,6 millions de FCFA une année plus tôt, soit une augmentation de +11,6%. Cette progression est enregistrée en Côte d'Ivoire (+44.608,7 millions de FCFA, soit +13,4%), au Burkina Faso (+39.090,7 millions de FCFA, soit +15,3%), au Bénin (+31.920,5 millions de FCFA, soit +26,8%), au Togo (+20.282,9 millions de FCFA, soit +8,7%), au Sénégal (+17.324,3 millions de FCFA, soit 4,5%), au Mali (+15.262,0 millions de FCFA, soit +14,2%) et au Niger (+490,5 millions de FCFA, soit +1,9%). En revanche, une diminution a été relevée en Guinée-Bissau (-2,4 millions de FCFA, soit -2,5%).

A titre de comparaison, la progression trimestrielle de l'encours des dépôts dans le secteur à fin septembre 2020 (+3,1%) est plus importante que celle notée à fin septembre 2019 (+0,9%), fin septembre 2018 (+2,2%) et fin septembre 2017 (+0,7%). Il en résulte que la confiance des populations, vis-à-vis du secteur de la microfinance, demeure malgré le contexte lié à la COVID 19, estime la Banque centrale. Les dépôts à vue sont prépondérants avec une part de 60,6%. Les dépôts à terme et les autres dépôts constituent respectivement 18,7% et 20,7%. En outre, l'épargne mobilisée par les SFD a été constituée à hauteur de 52,5% par les hommes, 25,2% par les femmes et 22,3% par les groupements. Le montant moyen des dépôts par membre a progressé de +7,6%, pour s'établir à 102.876 FCFA après95.640 FCFA à fin septembre 2019.Pour l'ensemble des SFD de l'UMOA, l'épargne recueillie représente 5,4% de ceux collectés par les établissements de crédit de l'Union.

S'agissant de l'encours des crédits des SFD de l'Union, il s'est accru de +80.432,9 millions de FCFA (+5,4%) par rapport à son niveau à fin septembre 2019 pour se situer à 1.579.318,6 millions de FCFA. Cet accroissement est faible en comparaison avec les hausses notées à la même période au cours des trois dernières années, soit à fin septembre 2019 (+12,1%), à fin septembre 2018 (+9,6%) et à fin septembre 2017 (+17,9%). La Banque centrale justifie ce ralentissement, notamment par les potentiels effets de la pandémie de Covid-19. Cette hausse est observée en Côte d'Ivoire (+45.127,7 millions de FCFA, soit+13,4%), au Bénin (+20.471,0 millions de FCFA, soit +13,7%), au Sénégal (+16.354,8 millions de FCFA, soit +3,7%), au Burkina (+5.908,3 millions de FCFA, soit +2,9%) et au Mali (+5.865,7 millions de FCFA, soit +4,1%). Toutefois, une diminution a été notée au Niger (-11.871,4 millions de FCFA, soit -33,3%), au Togo (-1.414,7 millions de FCFA, soit -0,7%) et en Guinée-Bissau (-8,4 millions de FCFA, soit -10,7%).

Une part de 47,7% de l'ensemble des concours accordés par les SFD représente les crédits à court terme. Les prêts à moyen et long termes constituent respectivement 32,3% et 20% sur la période sous revue. La clientèle masculine des SFD a bénéficié de 57,7% des crédits. La clientèle féminine et les groupements bénéficient respectivement de 21,4% et 20,9% des financements. L'encours moyen des financements des SFD par membre a augmenté de +1,5% pour se situer à 100.102FCFA à fin septembre 2020 contre 98.586 FCFA l'an dernier. Pour l'ensemble du secteur de la microfinance, l'encours des crédits octroyés représente 6,9% de celui des établissements de crédit de l'Union.

Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est inscrit en hausse, ressortant à 9,1% contre 7,6% à fin septembre 2019, pour une norme généralement admise de 3% dans le secteur. La forte dégradation constatée depuis le trimestre précédent est liée à une augmentation des crédits en souffrance en rapport avec la crise occasionnée par la pandémie de Covid-19. Quant aux SFD en difficulté, 11 institutions de microfinance sont sous administration provisoire, répartis au Bénin (4), au Burkina (3), au Niger (1), en Côte d'Ivoire (1), au Mali (1) et au Sénégal (1).

L'automédication

Une habitude à proscrire chez les enfants

Etonam Sossou

L'automédication chez les enfants est une pratique très récurrente dans la société togolaise. Et rare sont les parents qui ont recours à un médecin, plus précisément à un pédiatre quand, leur enfant ressent des malaises. Près de dix millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts en 2007, selon l'UNICEF et plus de la moitié de ces décès sont provoqués par des maladies que l'on pourrait traiter avec des médicaments essentiels pédiatriques. «*Quand mon enfant a de la fièvre, je lui donne des produits tels que l'efferalgan ou du paracétamol. Quelque temps après si la fièvre ne descend pas, je lui fais la purge et je lui passe une pommade mentholée sur le corps* », affirme Reine, commerçante, la quarantaine, mère de trois enfants en bas âge. Tout comme Reine, c'est des réactions qui surgissent dans les échanges avec les parents. Se prononçant sur la question, sur une radio de la place, Togbé Agbetiafa Ebenezer, Pédiatre togolais et directeur préfectoral de la santé, a déclaré que les enfants sont amenés à l'hôpital souvent dans un état critique ou parfois ils décèdent.

Comme Reine, Rafiatou Sédoh ne consulte un médecin qu'après-avoir tout essayé à la maison. «*Nous avons beaucoup appris de nos grands-parents. Pour une simple fièvre, je fais boire à mes enfants des infusions de plantes. Quand la situation ne s'améliore pas, peut-être que l'enfant est anémié et il y a aussi des tisanes pour ça* », dit-elle. Avant d'ajouter : *« Quand j'essaie toutes ces choses et que ça ne marche pas, je les amène alors à l'hôpital peut être avec les machines ou les analyses, le médecin peut le guérir* ».

Manque de moyens financier, ignorance ou négligence sont autant de raisons qu'affichent les parents qui continuent de s'adonner à cette pratique parfois suicidaire. Même les parents instruits et ayant un emploi décent ne dérogent pas à la règle. «*Aujourd'hui si mes enfants vont régulièrement en consultation chez les médecins, c'est grâce à l'assurance. Je me souviens que mon fils avait eu des infections oculaires communément appelées «Apollo», ma femme et moi avons essayé de régler le problème avec l'eau de la mer et certaines plantes. C'est après une semaine de traitement à la maison que nous avons décidé de consulter un ophtalmologue et mon garçon a été guéri. Mais nous avons dépensé environ 100000 Fcfa, une facture salée pour un fonctionnaire* » relate Doh Komlan, enseignant dans un lycée public de Lomé.

Abbey Dzidzoè, Secrétaire de Direction, n'a pas eu la même chance que l'enseignant. En 2015, elle a perdu sa fille de 8 ans à cause de la varicelle. Une perte qu'elle aurait pu éviter si elle avait amené son enfant un peu plus tôt dans un centre hospitalier. «*Elle avait le corps fiévreux et manquait d'appétit le premier jour. Ensuite les boutons ont commencé par apparaitre sur son corps et mes tantes m'ont conseillé d'aller acheter des feuilles qui selon leur expérience étaient le seul remède à ce mal. Ce que j'ai fait; mais au cinquième jour, ma fille a fait une crise et est rentrée dans le coma. C'est à ce moment que j'ai décidé de l'amener à l'hôpital mais c'était trop tard. Elle n'a pas pu être sauvée*», raconte la maman éplorée, les larmes aux yeux.

Bien que d'autres parents aient vécu des situations similaires à celle de Mme Abbey, les enfants continuent d'être soignés à la maison. «*Mes parents m'avaient soigné à la maison. J'en avais fait de même à mes enfants, ils ont grandit et sont toujours en bonne santé. Je ne vois pas pourquoi je ne le ferai pas à mes petits enfants. Mais, mes enfants s'y opposent farouchement. Ils préfèrent aller à l'hôpital. Moi je ne fais pas confiance à la médecine occidentale, tu dépenses beaucoup et tu ne sais même pas de quoi est constitué leur produit*», se désole, Adjo Agbozo, la quatre-vingtaine et grand-mère de 18 petits-fils.

«*L'automédication chez les enfants est tout aussi dangereuse que chez les adultes* », alertent souvent les médecins. Alors chers parents et tuteurs, changez vos habitudes et prenez de bonnes décisions pour le bien des enfants.

Sur un format virtuel / En raison de la Covid19

Le Maire de Golfe 3 au Programme 2021 de l'Union européenne

Jean AFOLABI

Le Maire Kamal Adjayi de la Commune du Golfe 3 a démarré, lundi, sa participation à l'édition 2021 du Programme des visiteurs de l'Union européenne (EUVP). Cette année, le programme se déroulera de manière spéciale sur un format virtuel en raison de la pandémie de la Covid-19, fait noter un communiqué de la délégation de l'Union européenne au Togo. Ce voyage d'étude est conçu selon le même schéma que les voyages physiques et est meublé de rencontres individuelles avec des interlocuteurs couvrant les centres d'intérêt des participants, la seule différence étant qu'ils se déroulent par vidéoconférence.

Le Programme de visiteurs de l'Union européenne (EUVP) offre aux jeunes leaders de pays non membre de l'Union européenne la possibilité de visiter les institutions de l'UE afin d'avoir un aperçu direct sur ses politiques, ses objectifs et ses méthodes de travail. Le programme s'adresse aux personnes âgées de 30 à 40 ans et qui ont une carrière en lien avec les intérêts européens ou qui travaillent sur des sujets en relation avec l'UE dans divers domaines (média, société civile, think tank..). Ils peuvent être de jeunes politiciens, des fonctionnaires, des professionnels des médias (télévision, radio et journaux), des syndicalistes, des acteurs de la société civile et des universitaires.

Kamal Adjayi participera, notamment au cours de cette session à une session plénière du Parlement européen ainsi qu'à des réunions avec des responsables des institutions de l'Union européenne. Une visite physique sera organisée à son intention lorsque les conditions sanitaires le permettront, précise-t-on à l'Union européenne.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1567
DE LOTO BENZ DU 03 - 02 - 2021

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1569 de LOTO BENZ de ce mercredi 10 février 2021.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, C'est à LOME, ATAKPAME, ANIE et à KARA que la LONATO a enregistré des gagnants de gros lots. Dans les autres villes du pays, ce sont essentiellement des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur des parieurs .

Ainsi, à LOME, c'est quatre lots de 1.000.000F CFA qui a fait le bonheur des parieurs qui ont tenté leur chance auprès des opérateurs 30026, 6600, 6700.

A ATAKPAME, un parieur a gagné un gros lot de 1.000.000F CFA sur le point de vente 20039.

A ANIE, la LONATO a enregistré un gros lot de 1.000.000F CFA remporté sur le point de vente 20424.

A KARA, c'est un gros lot de 1.000.000F CFA gagné auprès de l'opérateur 10030.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1569 de LOTO BENZ du 10 Février 2021

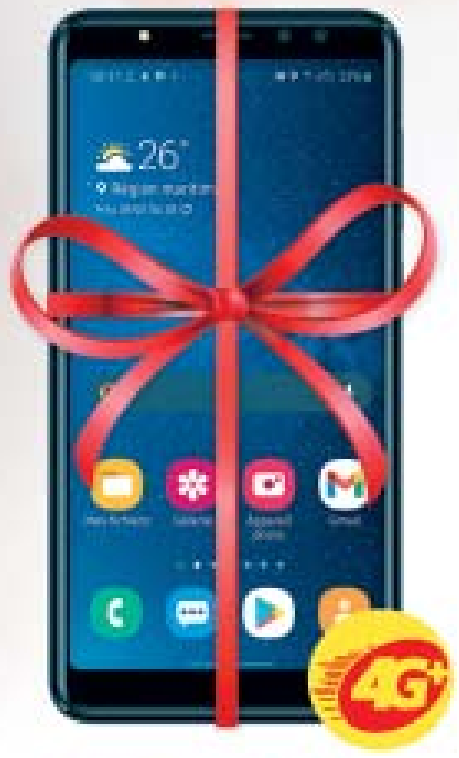
Numéro de base

72	13	90	46	59

Togocel
Togotelecom

FAITES-VOUS PLAISIR AVEC NOS PACKS POUR LA SAINT VALENTIN !

PACK F1 MAX



à 32 000 F CFA

~~39 900 F CFA~~

1 Terminal F1 Max 4G • 1 Forfait Data 4500 F (4Go valable 7 jours)

PACK EGO+

à 56 000 F CFA

~~66 500 F CFA~~

1 Terminal EGO 4G • 1 Forfait Data 4500 F (4Go valable 7 jours)

PACK MIFI ALCATEL

à 32 000 F CFA

~~39 900 F CFA~~

1 Routeur Mifi Alcatel + 1 kit 4G + 1 Forfait Data 15000 F (60Go valable 30 jours)

Promo du 08 au 28 février 2021. Prix d'achat promo du pack via paiement marchand TMoney

@togocom.tg | @togocom_tg | Service Client : 888 | 119 (7 jours/7 de 7h à 21h) | togocom.tg